

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

JEUDI 20 MAI 1954

Cinquante-sixième année. — N° 390

Le numéro : 20 francs

Fondé en 1897 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

R. CTION-ADMINISTRATION :
145, quai de Valmy, Paris (10°)

C.G.P. R. JOULIN — PARIS 5561-76

ABONNEMENTS
FRANCE-COLONIES : 52 n°s : 1.000 fr.

26 n°s : 500 fr.
AUTRES PAYS : 52 n°s : 1.250 fr.

26 n°s : 625 fr.
Pour tout changement d'adresse joindre
30 francs et la dernière bande

NOUS EXPLOITER

ne leur suffit plus

ILS VEULENT LE SANG DES JEUNES TRAVAILLEURS

Accentuons la défaite de la bourgeoisie française

Après Dien-Bien-Phu

A PRES la chute de Dien-Bien-Phu, la bourgeoisie française se trouve tellement affolée devant l'énorme poussée de libération du peuple vietnamien, qu'elle ne sait plus où donner de la tête et que son gouvernement donne le spectacle d'aveugles qui se heurtent contre une muraille à chaque pas qu'ils essaient de faire.

C'est que Dien-Bien-Phu s'inscrit comme la plus grande défaite ja-

mais subie par un corps expéditionnaire colonial, dans toute l'histoire des impérialismes : 16.000 tués, blessés, prisonniers, au bas mot, sans parler de l'appui moral immense donné au peuple vietnamien et aux peuples colonisés du monde entier.

Il n'est pas osé de dire que Dien-Bien-Phu est le tombeau du colonialisme...

Les Français chassés du Delta...

L ES 4 divisions populaires, libérées après la capitulation de Dien-Bien-Phu, vont maintenant marcher sur le Delta et pouvoir entreprendre le nettoyage systématique et total de celui-ci. En fait, cette région est dès à présent pratiquement sous l'influence et le contrôle du vietminh. Seuls deux bastions, Hanoi et Haiphong, subsistent en tant que points d'appui sérieux du corps expéditionnaire. Encore faut-il signaler que Hanoi et Haiphong sont reliés par une seule route et une seule voie ferrée qui sont tendues pratiquement inutilisables par des destructions systématiques. Quelques postes plus ou moins importants tiennent encore au alentours immédiats des deux grandes villes. Mais du fait qu'ils se trouvent totalement isolés dans une région où la population apporte son aide en-

tière au Vietminh, leur destruction n'est qu'une question de temps, tandis que les soldats populaires disposent de retraites inexpugnables et d'approvisionnements en vivres sûrs et abondants.

L'attaque récente dirigée contre une garnison française stationnée près de Phly, à 60 km au sud de Hanoi, illustre parfaitement ceci : attaque surprise du Vietminh et, lorsque des renforts coloniaux arrivent, les soldats vietnamiens se perdent dans les calcaires. Le commandement français annonce que ses troupes ont subi des « pertes sérieuses ».

Lorsque le renfort des 4 divisions va arriver dans le Delta et que des opérations de grande envergure pourront être conduites, le corps expéditionnaire sera bientôt rejeté à la mer.

La guerre d'Indochine dresse nécessairement la classe ouvrière, opposée à la guerre, à toute la bourgeoisie réactionnaire, et en particulier aux « amis » des dirigeants du P.C.F., de Daladier à de Gaulle.

Les événements qui se précipitent ne vont qu'opposer de plus en plus les travailleurs aux « bons Français » de Thorez, partisans acharnés du colonialisme.

On comprend mieux maintenant pourquoi les dirigeants du P.C.F. commettent les plus abominables meurtres sous aucun prétexte. Des villages furent brûlés, rasés. Des femmes, des enfants, des vieillards furent tués, victimes sans défense. La civilisation française élargissait ses « bienfaits ».

Voilà pourquoi nous n'oublions pas, nous n'oublions jamais, 45.000 assassinés en Algérie, 80.000 à Madagascar, des milliers en Indochine, au Togo, au Cameroun, en Tunisie, au Maroc, etc.

Le peuple le plus spirituel de la terre va-t-il laisser impunément agir plus longtemps des assassins de cette envergure ?

8 mai 1954, nos pensées étaient au-dessus de tous ces peuples vivant sous le knout, privés de liberté. Elles n'étaient pas placées de l'étoile, où la haine se perpétue, où tous les combinards de la politique ne refont l'alliance que pour mieux préparer le peuple à une nouvelle tuerie. Elles n'étaient pas non plus dans cet esprit de Résistance que l'on veut faire revivre, car le Gouvernement du 8 mai 1954, Gouvernement de la Résistance, est responsable du massacre constant.

Voilà pourquoi ILS se sont tus, TOUS ils se sont tus. Nous sommes les seuls à ne pas vouloir NOUS TAIRE. Comme hier, aujourd'hui et demain, nous clamons :

Salut aux peuples colonisés !

Votre combat est le nôtre !

Chassez vos assassins, nos maîtres !

Vive l'indépendance de toutes les colonies !

René GERARD.

NOS SOUSCRIPTIONS EXCEPTIONNELLES

Camarades, la parution de ce numéro est presque un miracle.

Assurons tous ensemble la parution régulière du LIBERTAIRE, AIDEZ-NOUS ! HATEZ-VOUS DE SOUSCRIRE.

Camarades inscrits en avril, n'oubliez pas votre versement de mai.

Camarades qui n'êtes pas encore inscrits, inscrivez-vous au plus vite !

De Castries, De Galard et compagnie...

en vie !

C OMME nous avions aimé les dernières paroles du « Général de Castries », l'homme « au courage indomptable », qui n'avait pas reçu une égratignure durant les quelque soixante jours qu'a duré le siège de Dien-Bien-Phu, il avait dit cet homme :

Nous nous battons jusqu'au bout.

Vive la France !

Quand on dit des choses comme ça, surtout en tablant sur la peau des autres (qui ne l'ont d'ailleurs heureusement que fort peu écouté : 8.000 à 10.000 prisonniers!!!), on meurt ou l'on se couvre de ridicule.

Or, on apprend aujourd'hui que non seulement de Castries a été fait prisonnier mais encore qu'il s'est rendu... tout simplement. La bourgeoisie n'a plus de serviteurs!!!

Décontenancée la grande presse qui nous rebattait les oreilles sur le sort de ce bonhomme, « de Castries, par-ci, Mlle de Castries, par-là, etc. », et sur celui d'une bonne femme, « Mlle de Galard, « seule femme du camp retranché » (la pauvre! Toute seule pour tous ces Sénégalais et tous ces légionnaires...).

A Genève avec Molotov...

et à Paris avec Thorez et Duclos

A LA conférence de Genève, Bidauld reste sur ses propositions qui, si elles étaient acceptées, tronçonneraient l'Indochine en deux et sacrifieraient le peuple indochinois tout entier.

Lorsque Laniel annonça la capitulation de Dien-Bien-Phu à la Chambre, les députés du P.C.F. dirent se mordre les doigts. Ils étaient obligés de se désolidariser de tous ces « bons Français » avec lesquels ils préchaient l'alliance, depuis le célèbre C. C. de Drancy. Ils ne purent se lever avec eux...

La guerre d'Indochine dresse nécessairement la classe ouvrière, opposée à la guerre, à toute la bourgeoisie réactionnaire, et en particulier aux « amis » des dirigeants du P.C.F., de Daladier à de Gaulle.

Les événements qui se précipitent ne vont qu'opposer de plus en plus les travailleurs aux « bons Français » de Thorez, partisans acharnés du colonialisme.

On comprend mieux maintenant pourquoi les dirigeants du P.C.F.

lancent le vague mot d'ordre de « Paix en Indochine », sans appeler les travailleurs français à soutenir par leur action la lutte du peuple indochinois, à exiger le retrait du corps expéditionnaire : ce serait la fin de « l'alliance de tous les bons Français ».

Le danger de cette trahison du P.C.F. ne peut échapper à personne, car le moment venu, les travailleurs, entretenus dans la confusion par des mots d'ordre de collaboration de classe, risquent d'accepter n'importe quelle mesure fasciste, l'envoi du contingent en Indochine par exemple.

Ainsi, la diplomatie de l'U.R.S.S., après avoir sacrifié les intérêts des travailleurs français en les conduisant sur le terrain de la collaboration de classe, a aujourd'hui intérêt à sacrifier la lutte du peuple indochinois. C'est pourquoi Molotov ne peut avoir à Genève qu'une attitude équivoque de conciliation avec l'impérialisme occidental et les faits ne peuvent que confirmer prochainement cette affirmation.

La bourgeoisie française aux abois veut que les travailleurs s'entretenant

D IEN-BIEN-PHU a fait comprendre brutalement à la bourgeoisie française que le peuple vietnamien entendait ex-

pulser l'oppression étrangère et était en mesure de le faire.

Mais cette bourgeoisie ne peut supporter sans se détruire par une

CARTE BLANCHE AUX BOURREAUX

Nous n'avons pas parlé dans notre dernier *LIB*, des fêtes de la « Libération », à Bordeaux, la libération des trois bourriques injustement soupçonnées depuis huit ans d'avoir assassiné, dans l'exercice de leur noble profession, un pauvre bougre de brocanteur. La vérité et l'ordre ont d'ailleurs fini par triompher puisque les « cognes » (du verbe cogner) en question furent acquittés, après une magistrature plaidoirie de M^{re} René Floriot, bien entendu. Oui, nous n'avons pas parlé de cela, car nous attendions un autre procès, celui des docteurs-tortionnaires du Struthof, afin d'établir l'indéniable parallèle existant entre ces deux affaires. D'abord le résultat, dans les deux cas, les bourreaux sont acquittés.

A Bordeaux, trois policiers passent à tabac, pardon, interrogent avec la vivacité coutumière à ces serviteurs du devoir, un nommé Grangé, accusé d'un recel de montre. Après ledit interrogatoire, le cadavre (c'est

comme ça), est autopsié : hémorragie méningée, donc coups violents reçus à la tête, coups donnés par qui ? Par personne, répond la Cour de Bordeaux, les flics sont libres.

A Lyon, deux médecins nazis Haager et Bickenbach, accusés de s'être servis des détenus d'un camp de concentration comme cobayes à leurs sinistres expériences, expériences mortelles pour le « sujet » dans la plupart des cas, répondent donc d'un certain nombre de meurtres devant le tribunal. Ils sont condamnés à vingt ans de travaux forcés, c'est-à-dire assurés d'être libres bientôt, car les

CHRISTIAN.

(Suite page 2, col. 3.)

crise économique, la perte de ses colonies. Et le rejet de l'Indochine signifierait, d'une part, la révolte de toutes les colonies, en particulier de l'Afrique du nord, d'autre part, la perte de tous les capitaux investis dans la péninsule indochinoise. Pour toutes ces raisons et d'autres encore, la bourgeoisie ne peut supporter la défaite.

Qu'envisage-t-elle pour l'éviter ? Laniel, l'homme des compromis, propose ceci. Envoi en Indochine de l'armée de métier et remplacement de celle-ci en France, Allemagne et dans les autres colonies par des hommes du contingent. Cela se traduira en fait pour les jeunes qui viennent d'être libérés et qui seront rappelés ou qui devraient l'être en automne, par un allongement du service militaire pouvant aller jusqu'à trois ans (puisque les jeunes libérés du service militaire sont versés pendant trois ans à la « disponibilité »).

La conséquence minimum des décisions « draconiennes » du comité de défense nationale sera par conséquent un accroissement considérable du temps de service, pouvant aller jusqu'à trois ans (avec les dix-huit mois précédents, cela ferait cinquante-quatre mois!).

Les jeunes savent ce que représentent dix-huit mois, dix-huit mois dont on barre les jours, jour après jour... Ils n'accepteront pas une augmentation du temps de service!

Mais ce rappel du contingent sous les drapeaux et la non libération du prochain, signifient quelque chose de beaucoup plus grave.

L'armée de métier disponible n'est pas si nombreuse ! Elle est déjà en Indochine. Un contingent représente, à lui seul, beaucoup plus d'hommes que cette armée de

P. PHILIPPE.

(Suite page 2, col. 5.)

UN TUNISIEN MEURT après avoir été interrogé par la police de Gabès

Les policiers de Bordeaux ne sont pas malheureusement seuls. Vous devez penser ici, qu'en terres coloniales, ils ne se privent pas. Les passages à tabac, les tortures dignes de la Gestapo sont monnaie courante.

Tous les flics aux mines appétissantes, dignes d'une sobriété exemplaire... sont couverts par leurs chefs, alliés intimes des colons français.

Ainsi à Gabès, au début de ce mois, un épicier d'El-Hamma, Mohammed ben Djilani ben Rebach fut convoqué au commissariat de cette ville à la suite d'une plainte pour vol. Après avoir été « INTERROGÉ », il fut transporté dans un hôpital, où il mourut quelques heures plus tard.

La presse servile d'ici nous a annoncé que le flic avait été suspendu et le commissaire muté. Nous croyons plutôt qu'ils ont été tous deux déplacés avec les compliments d'usage, et sans rétrogradation.

La résistance du peuple tunisien contre ses assassins se trouve chaque jour justifiée. Lui imputer et déplorer tous les actes de terrorisme est chose si facile. On peut, s'adressant à l'administration française et aux flics, leur renvoyer la balle : QUE MM. LES ASSASSINS COMMENCENT !

De Gabès (Correspondant).

Complot fasciste

A TTENTATS contre les vendeurs de la presse ouvrière, vitrines du parti communiste brisées, bagarres au quartier latin, chahut dans les cinémas et salles de spectacles, tout cela sous la bienveillante neutralité de la police, quand ces manifestations ne sont pas faites sur ordre.

Tels ces jeunes imbéciles criant dans la rue : « Le contingent en Indochine ! »

Les parachutistes et militaires de tous poils, les jeunes patriotes du R.P.F., les Croix de feu, Camelots du roi, etc., encouragés par la passivité du Parti

communiste, croient le moment venu de nous imposer leur liberté. Demain ils briseront nos grèves dans le sang !

On comprend que le Parti communiste « français » se trouve amené par sa politique invraisemblable à « rendre le bien pour le mal » à de « bons Français » qui sont aussi « contre la C.E.D. ».

Mais nous, Communistes Libertaires, ne sommes pas décidés à laisser brimer la classe ouvrière. Les fascistes trouveront à qui parler.

Paul DUPAS.

Pour "Le Libertaire", pour le local, SOUSCRIVEZ !

Les crimes du colonialisme

POINT DE VUE SUR LA QUESTION MAROCAINE (VI)

Le rôle du parti radical-socialiste

(Suite)

On ne saurait omettre M. Camille Aymard, directeur de l'hebdomadaire *Paris*, le *Gringoire* marocain, et si l'on ajoute que les grands quotidiens régionaux tels *L'Echo du Maroc* de Rabat et *Le Courrier du Maroc* de Fes, aux mains de sociétés de gros colons (Aucouturier - Pagnon - Bertin et autres) suivent rigoureusement l'inspiration et la ligne du parti, on en déduit aisément le rôle qu'il est même de jouer sur les destinées du Maroc dont il contrôle pratiquement

Le 20 août 1953

Nos ex-collaborateurs, pétainistes et néo-colonialistes du Maroc peuvent exulter. Ils auraient pu voir à l'annonce de la liquidation de leur ennemi intime que je n'en serais pas autrement surpris. L'ingénieuse intrigue, conçue et mise au point par leur chef de file, le général Juin, reprise et perfectionnée par son légataire et successeur, le général Guillaume, vient d'être menée apparemment à heureuse fin par ce dernier. La conjuration ourdie à Rabat vient d'y trouver son épilogue après un détour symbolique par Marrakech.

S'appuyant sur un féodal orgueilleux dont l'absence de scrupules moraux est à la mesure d'une ambition et d'une fortune immenses édifiées incontestablement grâce à notre sollicitude bienveillante, sur une camarilla de fonctionnaires Mahgzen soigneusement circonvenus et sur la masse des tribus les plus arriérées du pays, nos féodaux européens, solidaires intéressés pour une fois de ceux du cru, sont parvenus enfin à se débarrasser de l'homme, du chef qui, par son attitude de patriotisme intransigeant, son opposition calme et inflexible, sa résolution digne de l'antique à ne pas vouloir souscrire aux « diktats », en un mot, son attachement aux principes jugés dans ce cas périmés de l'honneur national, constituait non seulement un reproche, une insulte vivante à leurs agissements équivoques passés mais risquait de porter ombrage dans le futur à leurs intérêts plus ou moins louches adroitement implantés sur place.

Décidément, tout paraît devoir s'annoncer désormais pour le mieux dans le meilleur des Maroc possible et pour sa colonisation bénéfique. La date du 20 août 1953 peut-être consi-

derée comme une jour faste à marquer d'une pierre blanche. On peut, d'ores et déjà, la comparer à l'aube d'une ère nouvelle se levant lumineuse dans une atmosphère maintenant rassérénée prometteuse d'abondance et de sécurité, de tranquillité et de profits sans cesse grandissants pour le plus grand bonheur de tous, Européens et Marocains, mais pour ces derniers surtout cela va sans dire, car n'est-ce point dans leur intérêt exclusif que nous avons toujours agi comme il est de rigueur pour une puissance protectrice digne de ce titre. Bref, ne serait-ce pas un peu pour ce pays réellement favorisé l'annonce, l'indication prémonitrice d'une matérialisation enfin prochaine de cet « ordre nouveau » nostalgique sans cesse différé ailleurs ?

Voire... Tout d'abord, je me permettrai de faire remarquer aux laudateurs trop enthousiastes de la brillante opération triangulaire Juin-Guillaume-El Glaoui sous quelle apparence trouble elle se révèle finalement équivoque, tronquée et pour tout dire inachevée pour ne pas dire ratée. Une simple et peut-être impertinente question : quelles eussent été les attitudes et les réactions si, par exemple, le représentant de Hitler à Paris, agissant à l'instigation de Pierre Laval s'était avisé un jour de se débarrasser du maréchal Pétain, estimé trop réticent, pour le remplacer par Doriot ou, si l'on préfère, par Esteva. Il s'agit de toute évidence d'un simple rapprochement fantaisiste, mais on juge par là des têtes qu'auraient pu faire le rusé aveugné et sa clique de fidèles.

Or, en toute loyauté et franchise, n'est-ce point un peu ce qui vient de se produire au Maroc ?

Cependant, les travailleurs nord-africains fuient les partis politiques de France, car ils se souviennent de l'exploitation. Les syndicats, de même, ne les intéressent guère. Et pourtant, ces travailleurs savent être, au cours des grèves, à l'avant-garde du combat de classe. Ils combattent avec acharnement aux côtés des travailleurs contre l'Etat et le patronat, et aussi contre les bourgeois républicains. Le 1^{er} mai l'a montré !

La révolte gronde dans ces hommes ulcérés. Les anarchistes qui, seuls, ont le droit d'affirmer qu'ils mènent le bon combat, ne manquent pas de faire connaître aux travailleurs d'outre-mer qu'en tout état de cause, ils sont à leurs côtés face aux hyènes déchaînées.

Camarades nord-africains, il existe une catégorie de « Roumis », totalement désintéressés, qui luttent, sans merci, pour le bien-être et la justice sociale contre les discriminations raciales. Oui ! sachez, camarades, que les anarchistes sont vos réels amis qui

ne vous demandent rien d'autre que d'être à leurs côtés, pour mener la lutte commune contre le Capital, l'Etat, et le Colon, qui ne sont qu'un seul monstre, sous un même bonnet.

La perte de Mohamed Sall a causé vraiment un grand vide. Il savait entraîner les jeunes. Il savait faire d'eux de vrais militants révolutionnaires. Sa présence se fait encore sentir parmi nous.

En 1914, très jeune, il était réfractaire à la guerre qu'on lui imposait et il passait des moments très difficiles (internement).

En 1934 il était à l'avant-garde de la lutte contre le fascisme, il était interne et la C.G.T. promenait de larges panneaux : « Libérez Sall ! »

En 1936 il parlait en Espagne et se révélait un combattant infatigable dans la colonne Durutti. Il jouait un grand rôle au « Groupe International ». Blessé il revenait en France et communiquait à tous les camarades son enthousiasme pour les magnifiques réalisations communistes libertaires espagnoles.

En 1939, après une distribution de tracts contre la guerre il était encore interne et commençait sa dixième année de prison. On perquisitionnait chez lui et on volait une partie de sa bibliothèque qu'il affectionnait particulièrement.

C'est un autre aspect de Mohamed Sall : le désir de connaissances. Toute sa vie, il a travaillé pour se cultiver. Il avait été très peu à l'école mais en remontrait sur bien des points à ceux qui se piquent d'avoir de l'instruction.

Pendant l'occupation nazie, il fabriquait de fausses cartes d'identité pour permettre aux camarades en danger de fuir.

Il y a un an Mohamed Sall entra à l'hôpital Franco-Musulman de Bobigny et G. Fontenis devait lui dire bientôt un dernier adieu après quelques incidents dus à la persistance de sa famille à lui faire des obsèques religieuses.

Nous tenons ici, à rendre hommage aussi à sa compagne courageuse qui continue, depuis sa disparition, à diffuser notre cher « LIB ».

Le Groupe Mohamed Sall d'Aulnay-sous-Bois.

G. Em. Lib.

Les attentats se multiplient au Maroc. C'est la seule réponse valable à une oppression insupportable.

Les attentats se multiplient malgré les mesures de répression, malgré les menaces, malgré les mises à mort, malgré l'arrivée des renforts de gendarmerie dirigés par Guillaume. Un peuple tout entier se révolte contre ses bourreaux.

Ce peuple doit avoir nettement conscience des buts libertaires de son combat puisqu'il s'attaque d'abord à sa propre bourgeoisie qui collabore avec les colonialistes.

Un peuple entier se dresse contre les colonialistes pour gagner la liberté. Comment rester froid devant cet héroïsme ? Comment ne pas vibrer avec ces milliers d'hommes et de femmes qui ont fait le sacrifice de leur vie pour un meilleur destin ? Comment ne pas vouloir de tous nos cœurs participer à leur combat contre la pire des bourgeoisies qui, par son crétinisme et son désir d'argent, sabote et noie dans le sang toutes les espérances humaines ?

Des héros tombent au Maroc pour la cause de la liberté. Il faut s'en souvenir !

M. M.
Voir le début de « point de vue sur la question marocaine » dans les n^{os} 384, 385, 387, 388 et 389 de notre journal.

Pas d'illusions optimistes !

La rapidité avec laquelle l'ensemble du Mahgzen ou administration indigène (hormis comme toujours quelques mauvaises têtes peu recommandables de fanatiques bornés) et les autorités religieuses se sont ralliées à notre point de vue matérialisé par le nouveau sultan est considéré comme un indice particulièrement réconfortant et encourageant. Cependant, il me semble à cet égard qu'il serait prudent de ne pas se laisser aller à trop d'optimistes illusions. Tout d'abord, parce que nous nous trouvons, sinon en pays d'Orient, du moins de mœurs orientales. Ensuite, sans être obligés pour cela de nous remémorer le reniement symbolique de Saint-Pierre, nous pouvons fort bien nous en rapporter aux enseignements de notre histoire. A une époque, déjà lointaine il est vrai, elle nous apprend comment dans leur

quasi-totalité les dignitaires redevenables de tout à leur maître n'hésitèrent pas avec un entrain remarquable de se désolidariser de Napoléon... lorsque, la chance ayant définitivement tourné, ils estimèrent qu'il importait pour eux de se ruier à l'adulation du nouveau maître pour sauvegarder les titres et avantages acquis grâce à la bienveillance de son prédécesseur. Plus près de nous, tout près, à ras de nous pourrions dire, n'avons-nous pas vu ceux qui clamaient avec le plus de conviction « Maréchal, nous voilà » quand il s'agissait de faire assaut de servilité pour récolter honneurs et sûretés se désintéresser allégrement de leur idole sénile lorsqu'elle fut sur le joint d'être déboulonnée et reporter, avec non moins de ferveur, leur attention courtoise sur l'homme grandissime appelé à lui succéder. Ils le laisseront d'ailleurs

Bordeaux et Struthof

(Suite de la première page)

services de tels éminents savants sont fort prisés dans chacun des camps de la paix et de la démocratie. Ajoutons que le verdict a été rendu après une magistrale plaidoirie de M^{re} René Floriot, c'est tout.

Mais la similitude entre les deux jugements, ne s'arrête pas au « blanchissage » des tortionnaires, qu'ils soient policiers français ou médecins allemands, elle est justement et prin-

cipalement en cette notion extra-nationale de leur « parenté » de bourgeois. La similitude est dans le fait que ces bourgeois ont agi, par conséquent, au service de l'Ordre pour lequel ils travaillent et en ce sens, la démocratie bourgeoise de la France se retrouve étroitement solidaire du régime dictatorial hitlérien. Il faut défendre et absoudre l'Ordre existant, c'est-à-dire l'Etat et comme celui-ci a besoin de policiers et d'une certaine

(1) sorte de savants, les policiers et les savants « spéciaux » sont défendus et absous. Tout cela est très clair, pourquoi protester, s'indigner ? Mais, et le respect de la dignité humaine, diront les braves gens, les naïfs, ceux qui n'ont pas compris, qu'en font-ils ? A ceux-là, les réponses ont été faites au cours des deux jugements. A Bordeaux, par exemple, on a vu les trois brutes nier avec cette tranquille assurance donnée par la certitude d'une puissante protection, la protection d'une police acharnée à défendre ses membres de tous échelons ? Car si cette institution, renommée pour sa facilité d'adaptation aux régimes successifs, se voyait condamnée officiellement, qu'irions-nous, on vous le demande ? D'abord, chacun sait qu'il faut des flics. C'est bien connu. Bref, pour être scandalisé par le verdict de Bordeaux, il faut encore croire à toutes les mystifications et il est certain que pour notre part, le fait de voir trois assassins professionnels libérés et prêts à de futures « interrogatoires », aux mystérieuses et tragiques conséquences, n'a rien qui puisse nous surprendre.

Cette constatation renforcera plutôt notre haine de l'appareil bourgeois et de ses anges gardiens, elle renforcera d'autant notre volonté d'abattre la généralité du système engendrant de pareilles infamies. Pour nous, il n'y a pas de flic « brave ».

Aussi, à Bordeaux, les loyaux serviteurs de l'ordre ont-ils été acquittés, et continueront-ils à cogner ? Quant aux médecins criminels, eux également travaillaient pour le régime établi avec la conscience tranquille du bon artisan, l'artisan d'une cause juste. Il s'est même trouvé un confrère non-nazi, à Bordeaux, le docteur Blanc, pour tenter de justifier les expériences pratiquées sur les malheureux détenus. Et à la réflexion, la modération des juges (sic) devant le joli travail de trois flics et de deux expérimentateurs, est empreinte d'une salutaire prudence, en pensant à ce qu'ils devraient distribuer s'ils jugeaient d'autres bourgeois, un Navarre ou un Bidault, par exemple.

Ces « savants » ne sont heureusement pas la majorité et il ne faudrait pas nous faire dire plus que nous ne pensons.

"JEUNE RÉVOLUTIONNAIRE"

A PARU

CAMARADES JEUNES

La Commission « Jeunes » de la F.C.L. a entrepris la publication mensuelle d'un bulletin-journal « Jeune révolutionnaire » traitant spécialement des problèmes de la jeunesse et s'adressant particulièrement aux jeunes.

Si vous pensez pouvoir le diffuser autour de vous, adressez immédiatement vos commandes à notre permanence, 145, quai de Valmy (vous réglerez après la vente).

Abonnements : 1 an, 200 fr. ; 6 mois, 100 fr.

Abonnements de soutien : 1 an : 500 fr. ; 6 mois : 250 fr.

EN AVANT, POUR DIFFUSER

« JEUNE RÉVOLUTIONNAIRE » !!

La réaction populaire

Il y a déjà eu cet attentat récent contre la personne du nouveau souverain. Ce drame peut donner à penser qu'il subsiste, malgré toutes nos assurances de commande, de dangereuses séquelles d'une opposition irréductible, agissante et déterminée. Ou aura beau essayer de faire ressortir, et notre presse bien pensante ne s'en est pas privée, combien le fait d'avoir été épargné témoigne bien de la « bonté » ou de bienveillance divine dont jouit notre protégé, certaines gens mal intentionnées ne manqueront pas, en retour, d'insinuer que l'ancien sultan, bénéficiaire d'une protection écriste, n'aurait pas eu de peine à se faire déporter, noyé sans escorte dans la mer déferlante de ses sujets, sans que jamais l'un d'eux n'ait songé à porter sur lui une main sacrilège.

Quoi qu'il en soit, cet assassinat manqué nous a valu un mot historique supplémentaire « Sibasmakan », « Il n'y a pas de mal » formulé par l'auguste imam et à rapprocher du fameux « la séance continue » prononcé par le père Floquet après l'explosion de la bombe jetée par Vaillant à la Chambre des Députés, attentat favorisé par la bienveillance de la police assurée de mauvaises langues.

Seulement, dans ce cas-là il semble bien ne pas en avoir été de même et,

comme deux précautions valent mieux qu'une ou pas du tout, on a pu voir le vendredi suivant le chef religieux du Maroc se rendre à la mosquée pour la grande prière non plus monté sur un cheval blanc et abrité sous le parasol vert du Prophète comme le veut la coutume, mais soigneusement et comme peureusement tapi au fond de son carrosse d'apparat tandis que El Glaoui, mousqueton au poing, caracolait à la portière.

Et cette image apparaît terriblement symbolique et lourde d'avertissements pour l'avenir. N'est-elle pas dramatiquement suggestive et révélatrice dans sa simplicité et l'imbroglio redoutable dans lequel nous nous sommes engagés lors du coup de force de Rabat.

En assurant ostensiblement l'arme au poing la protection du nouveau souverain, El Glaoui ne tenait-il pas à marquer publiquement comment ce dernier, son instrument et sa créature, régnait uniquement par l'effet de sa bonne volonté et de sa puissante protection. En souscrivant à la désignation et à la mise sous tutelle de ce monarque par un féodal révolté à défaut d'avoir consenti à sa propre accession au trône, la France, ou plutôt notre protectorat du Maroc, n'a-t-il pas accepté du même coup de se placer sous la sauvegarde d'un aventurier ?

(A suivre.)

DÉFAITE DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE

(Suite de la première page)

mercenaires. Les mesures de Laniel vont donc se traduire par une augmentation considérable du nombre de soldats sous les drapeaux. Pourquoi cette augmentation ? Le jeu est clair. Ces jeunes seront tout prêts à être embarqués, direction de Hanoi et Saigon.

La volonté de la bourgeoisie

française apparaît clairement : ENVOYER LE CONTINGENT EN INDOCHINE.

Et il est bon de se rappeler que toute la partie fasciste de la Chambre des députés (A.R.S.-U.R.A.S.) est en opposition contre Laniel parce que celui-ci n'a pas encore donné l'ordre d'envoyer le contingent.

L'ennemi est dans notre pays !

La peur seule arrête encore les assassins bourgeois. Mais comme ils ont raison d'avoir peur ! Qu'ils osent donner l'ordre de départ des jeunes travailleurs pour l'Indochine !

Comment les prolétaires français, solidaires de la lutte du prolétariat indochinois, voudraient-ils accomplir cet ignoble crime : tirer sur leurs frères de classe, en lutte comme eux contre le même impérialisme, contre la même exploitation, contre la même oppression.

L'ennemi est dans notre pays ! C'est notre bourgeoisie !

Et les travailleurs français, non seulement n'accepteront pas que leurs fils aillent en Indochine accomplir la sale besogne des mercenaires de l'impérialisme, mais dans un magnifique élan diront non ! aux mesures de Laniel et des voyous fascistes, exigeront le re-

trait complet du corps expéditionnaire, coupant court, de cette manière, aux menées criminelles de la bourgeoisie.

Dans le dernier numéro du *Libertaire*, nous pouvions lire :

En luttant pour le retrait du corps expéditionnaire, TRAVAILLEURS, vous ne lûtez PLUS SEULEMENT pour épauler la lutte du prolétariat indochinois vers sa libération, mais vous lûtez aussi pour LA PAIX.

Aujourd'hui, les faits sont encore plus clairs. Les travailleurs français sont directement impliqués dans cette guerre ignoble par ce qu'ils ont de plus cher : LEUR SANG.

Exigeons le retrait du corps expéditionnaire !

— pour la LIBERTÉ du peuple indochinois ;

— pour la PAIX.

Les 5, 6 et 7 Juin (Pentecôte)

RASSEMBLEMENT DE JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES

La commission « Jeunes » de la F.C.L. organise un rassemblement-campement au lieu dit : La Tour du Val. Descendre à Mantes-Gassicourt.

Nous invitons tous les jeunes qui s'intéressent aux questions révolutionnaires à cette grande rencontre fraternelle.

En dehors de toutes les joies que procurent des journées de camping en plein air, nous vous proposons le programme suivant :

Dimanche matin, Christian Mellet, responsable départemental auberges et relais à la F.N.A.J., exposera le problème de l'Ajisme.

Dimanche après-midi, un camarade de la commission « Jeune » F.C.L. présentera le bulletin « Jeune Révolutionnaire ».

Lundi matin un débat sera organisé sur le thème suivant : « Les jeunes et l'action révolutionnaire ».

Tous les copains ayant une guitoune, un réchaud, du couchage sont priés d'amener le tout. Pensons aux camarades démunis de matériel.

Prendre le train à Saint-Lazare pour Mantes-Gassicourt (billet « Week-end » 2^e zone) aux heures suivantes : vendredi soir 16 h, 17 h, 40, 55, 59, 18 h, 29 ; pour 18 h, 32 changer à Poissy 19 h, 45, 22 h, 40, 23 h, 40. Samedi : 7 h, 47, 9 h, 3, 12 h, 35, 13 h, 18, 14 h, 20, 16 h, 53, 17 h, 40, 55, 59, 18 h, 38, 19 h, 49, 20 h, 45, 21 h, 13 (changer à Poissy), 22 h, 40.

Dimanche : 7 h, 13, 26, 45, 10 h, 12, 35, changer à Poissy, 14 h.

Chemin : flèche de la gare de Mantes jusqu'à la Tour (3 km.) aux initiales R.J.R. (Rassemblement Jeunes Révolutionnaires).

Voici un an disparaissait notre camarade MOHAMED SALL militant exemplaire

A QUELQUES semaines avant sa mort, il collait encore le « LIB » à Aulnay. Nous lui disions de se reposer, nous le sentions faible. Il n'y avait rien à faire. Il voulait militer, il voulait se battre jusqu'au bout.

Sa vie a été un éternel combat. Il a vécu notre idéal, il a été de toutes les actions. Il a payé durement. Pour notre idéal, il a passé onze années de son existence brève dans les prisons et les camps de la République. Même là il trouvait le moyen de convertir. Partout, à tout instant, il n'avait qu'un seul but : Répandre autour de lui, les graines de la révolution.

Il incarnait l'anarchisme social, le communisme libertaire, pour lui les deux termes étaient synonymes. Son combat était prolétarien et révolutionnaire.

Il souffrait au plus profond de lui-même la vie injuste, la vie mauvaise imposée par les puissants de l'heure. Il souffrait surtout pour ses frères algériens, pour ses frères colonisés du monde.

Voici ce qu'il leur disait (Lib. n^o 273) :

« Toutes les plaines fertiles sont enlevées aux travailleurs, et en récompense, le colon bourgeois « élu » octroie généreusement un salaire de famine et des journées de labeur de 10 à 14 heures. Gare aux fortes têtes ! Oser déclencher une grève revendicative avec occupation d'usine est puni non de prison, mais de la balle salubre d'un C.R.S., au nom d'une civilisation bienfaisante ! De plus, en l'absence du présumé coupable, l'arrestation d'otage est coutumière. Voilà les exploits courants des colonialistes assassins, avides de carnage... »

Que tous reconnaissent que les travailleurs originaires des pays d'outre-mer, venant chercher en France un peu plus de bien-être et de liberté, sont vraiment des hommes braves qui méritent bien des égards.

Malheureusement, au contact de leurs frères de misère de la métropole, qu'ils distinguent nettement des tueurs d'outre-mer, ils se heurtent souvent à l'incompréhension ou au dédain. D'où leur méfiance vis-à-vis des « roumis » (sans toutefois généraliser).

GROUPE DE LYON

Poursuivant son cycle de causeries éducatives, le groupe organise le samedi 29 mai à 16 h. 30 une conférence au site : café du Bon Accueil, 71, rue Bonnel. Le camarade Bailly traitera le sujet : « Jésus-Christ a-t-il existé ? ».

MAISONS-LAFFITTE

"Le Lib" kidnappé à l'Hôtel-Royal

Des pensionnaires de l'Hôtel Royal et un de leurs amis ont souscrit, fin mars, un abonnement à notre « Libertaire ». Le journal, adressé à l'« Hôtel Royal », est destiné à tous ses occupants, du moins à ceux qu'il intéresse, et non à quelques-uns seulement.

Or, certains d'entre eux se plaignent que les exemplaires du journal disparaissent avant qu'ils aient pu les lire.

Le « Lib » emporté, sans doute, dans les chambres pour y être lu en toute tranquillité, ne revient plus sur les tables de la salle de billard.

C'est très flatteur pour la prose du « Lib ».

C'est un peu pour ceux, amis et adversaires, qui voudraient en prendre connaissance.

C'est un geste inexplicable de négligence égoïste de la part des kidnappés.

Nous les prions, amicalement, de remettre le journal à la disposition de tous, à sa place, quand ils l'ont lu. Merci.

G. Em. Lib.

HISTOIRE ET DOCTRINE

Vive la Commune de Paris !

L'HISTORIQUE DE LA COMMUNE DE PARIS LES MILITANTS DE LA COMMUNE

Le conflit entre l'Assemblée nationale réactionnaire (les « capitulards », les « élus de la paix » et la population ouvrière de Paris) s'accroît.

Le général Vinoy, gouverneur de Paris, projette de désarmer la garde nationale.

Il ne faut pas que le prolétariat garde ses armes !

NUIT DU 17 AU 18 MARS. — Le général Lecomte, à la tête de gendarmes et de policiers déguisés tente un coup de main pour s'emparer des canons de la garde nationale placés sur la butte Montmartre.

Il ordonne de faire feu sur qui résistera.

Il est fait prisonnier.

18 MARS. — Les troupes et la population ouvrière en armes fraternisent.

Les insurgés fusillent à Montmartre les généraux Lecomte et Clément Thomas.

19 MARS. — Thiers et le général Vinoy se réfugient à Versailles, où se réunit l'Assemblée nationale.

26 MARS. — Elections à la commune de Paris. Citons, parmi les élus, les citoyens : Méline, Lefrançois, Arthur Arnould, Amoureux, Jourde, Varlin, Rigault, Vaillant, Ranc, Pyat, Fortuné Henry, Delescluze, Eude, Jules Vallès, Billicray, Blanqui, J.-B. Clément, Ferré, Pascal Grausset, Vermorel, Bergeret, Flourens.

29 MARS. — La Commune abolit la conscription. Décret sur les loyers (remise générale des termes d'octobre 1870, janvier et avril 1871).

Du 19 mars au 2 avril, le gouvernement de Versailles négocie avec le commandement allemand afin d'obtenir l'autorisation de porter de 40.000 à 80.000, puis à 100.000 hommes, l'effectif de ses troupes, destinées à opérer contre Paris révolté.

31 MARS. — La Commune « considérant que son drapeau est celui de la république universelle », décide d'admettre les étrangers en son sein.

2 AVRIL. — Combats de Courbevoie et de l'avenue de Neuilly. Un décret de la Commune décide de la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

3 AVRIL. — Gustave Flourens est tué à Meudon par les Versaillais.

4 AVRIL. — Le général Duval est fait prisonnier et massacré par les Versaillais.

6 AVRIL. — La Commune décide l'arrestation des otages.

— Le peuple de Paris brûle les bois de la guillotine.

— Dombrowsky est nommé commandant de la place de Paris.

7 AVRIL. — La Commune substitue le drapeau rouge au drapeau tricolore.

(17 mars au 28 mai 1871)

3-16 AVRIL. — Arrestation des otages et de Mgr Darbois, archevêque de Paris.

12 AVRIL. — Un décret de la Commune prescrit la démolition de la colonne Vendôme.

16 AVRIL. — Décret sur l'expropriation au profit des sociétés ouvrières des ateliers abandonnés.

— Election complémentaire des membres de la Commune. Parmi les élus : Cluseret, G. Cambet, Menotti, Garibaldi.

18 AVRIL. — Loi sur les échéances. Trois années de délai sont accordées aux débiteurs pour régler leurs dettes.

1^{er} MAI. — Formation du Comité de Salut Public (Antoine Arnaud, Léo Meillet, Ranvier, Félix Pyat, Ch. Gérardin).

6 MAI. — Un arrêté prescrit la démolition de la chapelle expiatoire de Louis XVI.

— Décret sur la restitution gratuite des objets engagés au Mont-de-Piété pour 20 francs au moins.

10 MAI. — Décret sur la saisie des biens de Thiers et sur la démolition de sa maison.

16 MAI. — Le Comité de Salut Public nomme des commissaires civils auprès des généraux de la Commune.

17 MAI. — Explosion de la cartoucherie de l'avenue Rapp, attribuée à des agents de Versailles. Plus de 100 victimes.

21 MAI. — Les Versaillais entrent par la porte de Saint-Cloud.

23 MAI. — Incendie des Tuileries.

Prise de Montmartre par les Versaillais; premiers massacres des fédérés.

24 MAI. — Incendies du Palais de la Légion d'honneur, de la Cour des Comptes, du Conseil d'Etat, du Palais de Justice, de l'Hôtel de Ville.

Prise du Panthéon et du Luxembourg.

Les fédérés répondent au massacre systématique des leurs en fusillant 10 otages.

25 MAI. — Prise du fort de Montrouge. Encercllement de Belleville et de Ménilmontant.

26 MAI. — Prise de la Bastille. Les fédérés fusillent 34 otages.

27 MAI. — Prise des Buttes-Chaumont et du Père-Lachaise. Le massacre des prolétaires continue. La Commune de Paris a passé par les armes moins de 90 personnes (otages, espions, provocateurs, etc.).

Les troupes versaillaises ont perdu pendant la bataille des rues : 83 officiers tués et 430 blessés. 790 soldats tués et 5.990 blessés.

Elles ont massacré plus de 30.000 hommes parmi la population ouvrière de Paris.

38.000 autres personnes, dont 850 femmes et 650 enfants, ont en outre été arrêtés avec tant de précipitation qu'il a fallu en relâcher près de 19.000, reconnues innocentes même aux yeux de la réaction.

28.000 insurgés environ ont été envoyés dans les dépôts des côtes de l'Océan.

EN PROVINCE

Le mouvement déclenché par la Commune de Paris rencontre partout en province, dans les grands centres ouvriers, la plus ardente sympathie.

Le 19 mars la Commune est proclamée à Lyon.

Elle s'y maintient jusqu'au 25 mars. Elle est vaincue après de sanglantes batailles de rues.

La réaction fusille les insurgés. A Saint-Etienne, la Commune se maintient du 24 au 28 mars. A Marseille, du 22 mars au 4 avril; « l'ordre » bourgeois n'est rétabli qu'après un combat si acharné que l'artillerie a dû donner contre les barricades. Gaston Crémieux est du nombre des fusillés.

Du 24 au 31 mars, Narbonne arbore le drapeau de la Commune. Perpignan, Béziers, Sète adhèrent au mouvement, noyé dans le sang après le 31 mars.

Au Creusot et à Limoges des émeutes se produisent. A Toulouse, la Commune est officiellement proclamée, mais le mouvement avorte.

Bordeaux, Nevers, Aix, Vierzou, Caen, Nantes, Grenoble, Valence, Macon, Troyes, Avignon, Châlons, Roanne, Tarare, Lodève, Montélimar, Pamiers, Draguignan, Vienne, Agen, Charolais, Rouen, Montpellier, Melun, etc., témoignèrent par des manifestations leurs sympathies envers Paris révolutionnaire.

MANIFESTE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Conseil fédéral des Sections Parisiennes
Chambre fédérale des Sociétés Ouvrières

Travailleurs,

Une longue suite de revers, une catastrophe qui semble devoir entraîner la ruine complète de notre pays, tel est le bilan de la situation créée à la France par les gouvernements qui l'ont dominée.

Avons-nous perdu les qualités nécessaires pour nous relever de cet abaissement ? Sommes-nous dégénérés au point de subir avec résignation le despotisme hypocrite de ceux qui nous ont livrés à l'étranger, et de ne retrouver d'énergie que pour rendre notre ruine irréversible par la guerre civile ?

Les derniers événements ont démontré la force du peuple de Paris, nous sommes convaincus qu'une entente fraternelle démontrera bientôt sa sagesse.

Le principe d'autorité (gouvernementale) est désormais impuissant pour rétablir l'ordre dans la rue, pour faire naître le travail dans l'atelier, et cette impuissance est sa négation.

L'insolidarité des intérêts a créé la ruine générale, engendré la guerre sociale ; c'est à la liberté, à l'égalité, à la solidarité qu'il faut demander d'assurer l'ordre sur de nouvelles bases, de réorganiser le travail qui est sa condition première.

Travailleurs,

La révolution communale affirme ces principes, elle écarte toute cause de conflit dans l'avenir. Hésitez-vous à lui donner votre sanction définitive ?

L'indépendance de la Commune est le gage d'un contrat dont les clauses librement débattues feront cesser l'antagonisme des classes et assureront l'égalité sociale.

Nous avons revendiqué l'émancipation des travailleurs et la délégation communale en est la garantie, car elle doit fournir à chaque citoyen les moyens de défendre ses droits, de contrôler d'une manière efficace les actes de ses mandataires chargés de la gestion de ses intérêts et de déterminer l'application progressive des réformes sociales.

Le peuple de Paris affirmera son droit supérieur au vote d'une assemblée de rester maître dans sa ville et de constituer comme il lui convient sa représentation municipale, sans prétendre l'imposer aux autres.

LA COMMUNE HONGROISE

Son œuvre

• Communalisation des objets de consommation.

Inventaire des stocks de magasin de gros et de détail, communalisés. Concentration du commerce, répartition le plus égalitaire possible des produits alimentaires qu'on doit, par pénurie, se résoudre à rationner.

• Création d'offices d'approvisionnement dans les centres pour pallier le manque d'extension du mouvement coopératif en province. Création dans chaque usine et bureau de comités de distribution, de restaurants coopératifs.

• Communalisation des habitations et élection de son conseil d'exploitation.

• Election d'un conseil de la production littéraire et de l'instruction publique. L'enseignement scolaire fut bouleversé : on s'efforça surtout d'inculquer aux enfants le goût du travail manuel autant que du travail intellectuel. Théâtres, musées, cinémas furent communalisés et donc accessibles à tous. Les éditions de livres se multiplièrent. L'activité intellectuelle, celle de tout un peuple, pendant le régime de la commune, atteignit le paroxysme : l'émancipation et l'épanouissement des travailleurs étaient amorcés.

• Efforts pour transformer les conditions de l'hygiène sociale.

• Socialisation de l'industrie et des transports. La collectivisation des usines était un fait accompli, au début même de la Révolution : un conseil ouvrier de 3 à 11 membres — selon l'importance de l'entreprise — élu au scrutin direct et secret, se chargeait de l'administration de l'usine. L'ensemble des travailleurs conservait le droit de révoquer les délégués au conseil. Le conseil d'usine protégeait les machines contre le sabotage ou le cambriolage, appliquait la discipline du travail et les usages professionnels.

Des délégués techniciens du Conseil économique ou du Commissariat de la Production sociale se trouvaient affectés auprès du conseil d'usine, pour exécuter les décisions techniques des soviets (conseils) départementaux, des syndicats ou du Conseil économique.

Dans chaque département un conseil départemental réglait la vie économique de la région, prévoyait les besoins de la population, veillait à l'exécution des travaux publics.

Le Conseil économique populaire

discutait et résolvait les questions d'ordre national.

Les transports passèrent sous l'autorité et le contrôle des syndicats ; ainsi les chemins de fer sous celui des cheminots ; dans chaque gare ou centre régularisateur, le personnel désignait le conseil de discipline et d'exploitation local, placé sous la tutelle technique du conseil syndical d'exploitation.

• Politique agraire et collectivisation des terres.

Les journaliers, les domestiques de ferme, les petits paysans, formaient une masse asservie, pitoyable et inorganisée ; les militants communistes libertaires accentuèrent leurs efforts de propagande dans les campagnes et eurent pour effet un double résultat :

— La situation des paysans s'améliora légèrement après chaque soulèvement (1894, 1898, 1905, 1908) ;

— La politique agraire pratiquée par la Commune hongroise différa totalement de celle suivie par les

bolcheviks en Russie (instauration de la petite propriété paysanne).

Voici le programme (avril 1919) des conseils paysans qui reflète parfaitement l'attachement des campagnes à la Commune :

— La terre hongroise appartient à la communauté des travailleurs ; qui ne travaille pas ne peut en jouir ;

— Toutes les grandes et moyennes propriétés accompagnées des bâtiments, cheptel et matériel aratoire reviennent, sans rachat, à la communauté.

— La petite propriété devient, avec la maison et les dépendances annexes, simple possession de celui qui jadis en était le propriétaire. Le Commissariat de l'Agriculture décidera, en tenant compte des conditions locales, des propriétés à classer comme grandes et moyennes ;

— Les individus ne peuvent se partager les propriétés des communautés ;

— Les propriétés des communautés sont administrées par des coopératives. Pourront devenir librement membres de ces associa-

tions de production les personnes des deux sexes qui consacreront à la production un certain nombre de journées de travail. Chacun recevra une part du revenu, proportionnelle à son travail ;

— L'organisation des coopératives sera réglée dans le détail ultérieurement ;

— Le Commissariat de l'Agriculture dirigera techniquement, par l'entremise des conseils locaux, la mise en valeur des propriétés.

Dès les premiers mois du régime, les paysans nourrirent les travailleurs des villes ; en échange, on ne leur remit que du papier-monnaie. Les agriculteurs thésaurisèrent et continuèrent d'approvisionner, mais l'argent se dévalorisant davantage (conformément au plan financier), ils se rendirent vite compte du rôle parasite joué par les villes, exigèrent que leurs denrées fussent troquées contre des machines ; mais les usines ne se trouvaient pas en mesure de satisfaire à leur demande (pénurie de la main-d'œuvre spécialisée envoyée au front révolutionnaire). Les paysans finirent par en revenir à une économie familiale, rurale, archaïque : échange de denrées agricoles contre d'autres produits alimentaires. Un fossé se creusa dans les rapports entre villes et campagnes ; le ravitaillement en viande des centres en eut à souffrir.

Louise Michel

Née le 25 mai 1830, se passionne dès son enfance pour la cause révolutionnaire et prit une part militante et active dans la Commune de Paris ; collaboration au journal *le Cri du Peuple*, de Vallès, fait partie des compagnies de marche de la Commune, se batit comme milicienne du peuple.

Déportée à la Nouvelle-Calédonie en 1873, elle n'en revint qu'en 1880 ;

soulève en France, à son retour, les foules ouvrières dans la misère par ses meetings vibrants. Participe à la fameuse manifestation des Invalides, connaît encore les prisons, l'exil à Londres. Fonde *le Libérateur* en 1895 avec Sébastien Faure et s'éteint le 10 janvier 1905 en laissant une œuvre littéraire d'importance et l'exemple d'une vie de militante révolutionnaire.

Jules Vallès

Ecrivain du peuple, né à Puy-en-Velay, en 1832. En 1869, il fonda « La Rue » et publia de 1871 à 1883 « Le Cri du Peuple ».

Le 26 mars 1871 il fut élu membre de la Commune de Paris par le 15^e arrondissement et fut délégué à la Commission de l'Enseignement.

Réfugié à Londres pendant la ré-

pression, il continua sous divers pseudonymes sa collaboration aux journaux avancés de Paris. Deux ans après avoir ressuscité « Le Cri du Peuple », il mourut en 1885.

Ecrivain de valeur, il laissa plusieurs romans, dont *Jacques Vingtras*, qui contient d'admirables pages sur la Commune.

Eugène Varlin

Ouvrier relieur d'une grande intelligence. Il fut, avec les ouvriers parisiens, l'un de ceux qui contribua efficacement à la création de la Première Internationale et qui se développa grâce à l'apport de militants attachés à la cause ouvrière, surtout Michel Bakounine dont l'influence fut directe sur Varlin.

Dans les différents Congrès il se

montra l'un des délégués les plus actifs.

Elu membre de la Commune dans la Commission des Finances, il combattit sur les barricades et tenta de sauver les otages rue Haxo. Arrêté sur la dénonciation d'un prêtre, il fut fusillé à Montmartre. Il subit trois décharges avant de mourir et cria : « Vive la Commune. » Il avait trente-deux ans.

Jaroslav Dombrowsky

Né à Jitomir en 1838, tué en défendant la Commune. Polonais, avait participé au mouvement insurrectionnel de son pays, ce qui l'avait fait condamner par la justice du tsar à quinze ans de travaux forcés. Prit une part

importante à la défense militaire de Paris insurgé.

Calomnié pendant les jours d'angoisse qui précédèrent la chute de la Commune, il se fit tuer pour ne pas survivre à la défaite et se laver de tout soupçon.

Gustave Flourens

Elu membre de la Commune, le 26 mars, il fut fait colonel le 2 avril, et dès le lendemain il marchait sur Versailles. C'est dans cette marche qu'il fut tué à Rueil, par un lieutenant de gendarmerie d'un coup de sabre sur le crâne.

Il avait eu une existence mouvementée. Professeur au Collège de France, ses cours de philosophie lui acquirent une telle popularité que le ministre de l'Instruction publique lui refusa l'année suivante l'autorisation d'enseigner.

En 1866, il prit part à l'insurrection crétoise. Revenu à Paris le 8 septembre 1870, après un séjour en Angleterre. Flourens y exposa un plan d'insurrection générale en Europe. Voyant ses idées rejetées, il marcha le 31 octobre, sur l'Hôtel de Ville avec un détachement de 500 tirailleurs et prononce la déchéance du gouvernement de la Défense Nationale. Ar-

rêté, il fut délivré par ses tirailleurs et plus tard condamné à mort par contumace.

Un chant révolutionnaire :

La COMMUNE

1^{er} COUPLET

Le fracas du canon
S'entend à l'horizon

C'est la Commune

Qu'on vient de proclamer.

Chacun chuchote

Pour elle veut s'armer.

II^e COUPLET

Ils vont, leur hâte mine

Qu'une foi ardente anime

Ils sont de bronze

Sublime troupeau

Soixante et Onze

A rougi les drapeaux.

REFRAIN

(pour les 2 premiers couplets)

Debout, c'est la bataille,

Debout, Paris tressaille,

Debout, contre Versailles,

Debout !

III^e COUPLET

Mais la défaite est proche,

Le jour fatal approche.

Nos cœurs succombent

Fusillés par rangées

Devant leurs tombes

Jurons de les venger.

REFRAIN (final)

Debout, guerre sans trêve,

Debout, pas de lutte brève,

Debout, pour notre rêve.

Debout !

Notre sélection :

LISSACARAY

HISTOIRE DE

LA COMMUNE DE PARIS

Prix 600 fr. - Franco 645 fr.

★

Jules VALLES

L'ENFANT

LE BACHELIER

L'INSURGE

Les 3 volumes franco, 670 fr.

C.C.R. : R. Joulin Paris 5561-76

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

et

LES LUTTES OUVRIÈRES

Angers

Les hôteliers : des patrons réactionnaires

Le 8 février dernier, un rajustement des bas salaires a été fait. Il s'élevait à 13 fr. 90 de l'heure. Dans cette cléricalle ville, les hôteliers font la sourde oreille.

C'est ainsi que le nouveau salaire devrait s'établir à 18.438 francs plus 4.810 francs pour frais de nourriture, soit 23.248 francs. Nous sommes cependant encore loin des 23.000 francs de salaire de base. Sur les 23.248 francs les travailleurs de l'hôtellerie doivent payer aux patrons 2.405 francs pour frais de nourriture et environ 1.300 fr. pour la Sécurité Sociale.

En réalité le salaire se trouve réduit à 19.543 francs. Mais les patrons hôteliers se refusent à payer ce tarif. Le minimum vital qu'ils acceptent se situe à 15.938 francs plus les 4.810 francs de nourriture, dont il faut enlever les mêmes sommes que ci-dessus : 2.405 francs et 1.300 francs, c'est-à-dire que le salaire global pour un mois est de 18.038 francs. Avec la complicité gouvernementale on vole chaque mois aux ouvriers plus de 1.500 fr.

Ne croyez pas que cet argent a été perdu pour tous. L'abbé Pierre en a profité et nul doute que les largesses des hôteliers ont été félicitées par le nouveau Lazare et avec un peu de piston, la charité hôtelière sur le dos des

travailleurs sera récompensée par quelques rubans rouges convoités. N'est-ce pas M. Bouyer et quelques autres ?

N'oublions pas non plus que l'édit Bouyer, directeur patron de l'Hôtel de France est président de la Chambre Patronale de l'Hôtellerie et cumule ses fonctions avec celle du Cercle catholique de la paroisse de Saint-Laud. Alors tout ce comprend mieux !

Quelques brebis galeuses dans la corporation se font les agents serviles du patronat hôtelier et veulent semer la division en attaquant et calomniant les syndiqués C.G.T.

On voudrait bien savoir à quoi sert l'Inspection du Travail. MM. les Inspecteurs et Mmes les Inspectrices ont une tendance affolante pour les fauteuils ministres et toute visite dans un établissement commence et aussi se termine dans le bureau du patron ou du directeur. Apéritifs ou liqueurs font le complément et passer le temps.

Avec nos salaires de famine, tous les travailleurs de l'hôtellerie doivent comprendre qu'il est temps de se grouper et d'exiger de ce patronat de combat des conditions de vie meilleures. De nombreuses formes de lutte allant jusqu'à la grève sont nécessaires.

M. L. (correspondant).

Nous insérons il y a un mois une résolution de la Chambre typographique concernant la défense du LABEL. L'actualité nous empêche de publier dans notre dernier numéro l'article que nous avions promis à nos lecteurs. La N.D.L.R. publiée en en-tête a déjà fait beaucoup de bruit. Voici donc notre position concernant le LABEL.

Qu'est-ce que le Label ?

Nous avons besoin de faire un grand travail de typographie, de linotype, de clichés, de rotative, etc. Aucun camarade, aucune équipe n'a le droit de travailler si le travail n'est pas conforme aux desiderata du syndicat ou si l'équipe n'est pas au complet. Il ou elle s'expose à des sanctions, dans le cas contraire, pouvant aller jusqu'à l'exclusion du syndicat.

Nous voyons donc jusqu'à présent que le LABEL est une force pour les travailleurs et de plus une garantie. Garantie non négligeable car c'est le frein à une surproductivité toujours néfaste en régime capitaliste et un maintien des salaires équitables. L'ouvrier du Livre ne craint pas que demain un de ses camarades du même syndicat offre ses bras à un tarif inférieur au sien.

Attaques contre le Label

Le contrôle de l'embauche exclusif par la Fédération du Livre C.G.T. dans la section presse que nous devons spécifier, car les sections LABEUR, MESSAGERIES et ANNEXES ne l'ont pas, a été attaqué en premier lieu par F.O., suivie de peu par la C.F.T.C.

F.O. adresse une plainte motivée en se référant à un article de la Constitution bourgeoise, sur la liberté du travail, au moyen d'une

lettre envoyée à tous les parlementaires. Elle s'élève contre le monopole de la Fédération du Livre C.G.T. concernant l'embauche dans la section presse et demandait la parité au nom de la plus légitime justice.

Elle fut suivie de peu par la C.F.T.C. qui employa la même méthode, mais de plus cette dernière porta sa demande jusque devant l'Organisation Internationale du Travail.

En cas de désaccord, les différentes propositions seront faites à la dite Commission et soumises à l'arbitrage du Préfet.

En cas de désaccord concernant les mutations ou attributions de terrasses, il sera demandé (spécialement) à M. le Préfet d'arbitrer le différend.

Toutes les parties devront accepter les décisions de l'arbitrage.

La Commission ainsi formée mettra au point son règlement et procédera aux formalités nécessaires pour le faire officialiser.

Nous considérons que de telles propositions sont conformes aux intérêts de toutes les parties, mais nous acceptons volontiers d'étudier et de discuter toutes les propositions qui pourraient nous être faites.

Si, une fois de plus, les administrations de presse refusaient de nous répondre, nous appellerions les diffuseurs de toutes catégories à engager l'action pour la défense de leurs droits.

Le Syndicat C.G.T. des Diffuseurs de Presse.

Tension entre les diffuseurs de Presse et les Administrations de journaux

Mars 1954

La Commission paritaire des marchands de journaux de Paris a été instituée le 6 juin 1936 par un arbitrage de M. Paul Bastid, ministre du Commerce dans le gouvernement de Front Populaire dirigé par Léon Blum.

A cette époque, la parité se matérialisait dans cette commission par la présence de la Fédération de la Presse et de la Fédération des marchands de Paris. La Fédération de la Presse groupait alors la quasi totalité des divers syndicats de la presse française vue sous l'angle de la périodicité.

La Fédération des marchands de journaux (faubourg Montmartre) groupait, elle aussi, la majorité des boulangers, kiosquiers et terrassiers du département de la Seine.

Depuis ce mois de juin 1936, beaucoup d'événements se sont produits, mais la loi étant la loi, la commission paritaire existe toujours.

La Fédération de la Presse 1954 n'est plus que le reflet de celle de 36 et la Fédération Marcy est elle-même retournée à l'état embryonnaire.

La similitude s'arrête très vite quant à la commission paritaire, car si du côté de la Fédération Marcy on a la prétention de représenter l'ensemble des marchands de Paris, par contre au 6 bis, rue Gabriel-Laumain, côté producteurs de presse, le compte y est, ou presque, car les nombreux syndicats de quotidiens, périodiques, illustrés techniques, parisiens et régionaux, etc., sont réellement présents à cette commission paritaire, soit en siègeant pratiquement, soit en étant représentés par l'une des messageries qui y sont admises.

On comprend donc mal que notre Syndicat des Diffuseurs de la Presse, qui représente aujourd'hui 45 % des kiosques de Paris et aussi une bonne moitié des terrasses, ainsi que 75 % des postes fixes, n'ait pu encore reçu la place qui doit logiquement lui revenir à cette commission paritaire marchands pour la vente des journaux et périodiques.

Nous ne comprenons pas pourquoi le côté « fabricants » de journaux se trouve siéger librement à cette commission dite paritaire sans limitation de genre ou d'opinion, alors que notre Syndicat qui, sans distinction d'opinion, défend les intérêts des diffuseurs, est systématiquement éloigné des travaux de cette commission. Nous sommes en droit de nous demander si ces travaux sont incompatibles avec la présence des hommes délégués que nous avons la prétention d'être.

En conséquence nous considérons qu'une seule et même commission doit traiter de toutes les questions de la diffusion.

Dans le cas des mutations et attributions

Nous publions ci-dessous la résolution prise par le Syndicat C. G. T. des Diffuseurs de Presse que celui-ci nous a transmise et que nous publions de bon volontiers.

Nous nous associons à ces travailleurs, victimes d'une exploitation éhontée, car nous savons qu'ils sont les meilleurs auxiliaires entre le journal et le lecteur et, par leur travail souvent ingrat et malgré les intempéries, une plus large diffusion de toute la presse en général, et surtout sans souci purement politique.

LA REDACTION.

tions de kiosques et postes fixes, une seule commission doit préparer le travail de la Commission professionnelle de l'Hôtel de Ville et doit décider également des mutations et attributions de terrasses et, d'une manière générale, tout ce qui concerne le travail de ces catégories de diffuseurs.

En un mot, le règlement de la Commission paritaire pourrait être ainsi conçu dans ses articles 1 et 2, servant de base à une mise au point de l'ancien règlement.

Nouveau texte : — La Commission paritaire est composée, d'une part, des délégués à la Commission professionnelle

de l'Hôtel de Ville par les kiosquiers et crieurs qui peuvent s'adjoindre, à titre de conseillers, un ou deux collègues des différentes catégories de la diffusion : kiosquiers, marchands en terrasses, crieurs ;

D'autre part, des délégués du Syndicat de la Presse parisiennne.

Elle peut s'adjoindre un ou plusieurs délégués des Messageries de Presse, à titre consultatif.

Article 2. — Les décisions concernant les mutations et attributions de kiosques et postes fixes, prises d'un commun accord, seront soumises à la Commission professionnelle de l'Hôtel de Ville et soutenues par l'ensemble des délégués.

REVUE DE LA PRESSE OUVRIERE

Le l'organe « Travail et Liberté » (C.G.S.I.)

En première page le journal « indépendant », indépendant des intérêts ouvriers sans doute, sous le titre « Les Raisons d'un échec », ne cache pas sa satisfaction de l'échec de la grève et donc, par conséquent, du triomphe du patronat. « Travail et Liberté » tire son argumentation de « Paix et Liberté ».

En même temps que l'opération C. G. T. se préparait et se déroulait en France, l'opération Dien-Bien-Phu se préparait et se déroulait en Indochine, appelées l'une et l'autre à tomber en pleine Conférence de Genève et à concourir au même but.

C'est cela que la C.F.T.C. a couvert (involontairement sans doute) en appuyant la grève de la C.G.T.

Mais les travailleurs se sont souvenus des résultats décevants de toutes les expériences passées, dont le corollaire a toujours été une augmentation des prix compensant et dépassant les majorations de salaires obtenues.

C'est avec ces considérations sur le cycle infernal, les prix de revient et la productivité que les délégations présentant les revendications du personnel au patronat se sont fait éconduire. Quant au couplet sur le « caractère politique des revendications » et « l'intérêt de la nation », nous l'avons entendu dans les commissariats de police pour justifier la répression.

La répression, les fascistes de « Travail et Liberté » n'hésitent pas à la réclamer, puisqu'ils réclament l'arbitrage obligatoire !

Voici d'ailleurs le programme revendicatif-suicide que la C.G.S.I. demande aux travailleurs d'appuyer, au besoin par la grève :

a) Conclusion de Conventions collectives et d'accords de salaires par entreprise ou groupe d'entreprises, compte tenu de la réalité économique. Il vaut mieux 5 % d'augmenta-

tion des salaires sans augmentation des prix, que 20 % d'augmentation des salaires entraînant une poussée inflationniste des prix.

b) Intéressement ouvrier à la productivité et aux bénéfices des entreprises.

c) Arbitrage obligatoire.

Le point a) tend à briser la coalition d'intérêts qui unit la classe ouvrière, à isoler les travailleurs à l'intérieur de l'entreprise, à les priver dans leurs luttes revendicatives de l'appui de leurs camarades des autres usines. De plus, les travailleurs des petites entreprises se trouveront lésés (bien que proportionnellement au nombre de personnes employées, les bénéfices des petites entreprises ne sont pas toujours tellement inférieurs à ceux des grandes entreprises), d'autant plus lésés qu'ils seront peu nombreux pour se défendre !

Le commentaire semble sous-entendre que le patronat ne fait pas de bénéfices puisqu'il ne peut augmenter les salaires sans augmenter les prix !

Le point b) en contradiction avec le précédent, puisqu'il admet l'existence de bénéfices, est utopique :

On n'associe pas le voleur et le volé !

Cette participation aux bénéfices ne peut être qu'une escroquerie :

1° Par ses modalités d'application (camouflages des bénéfices) ;

2° Par son principe.

Les bénéfices doivent être supprimés ! On sait que de leur accumulation résulte la crise économique, et une participation — à supposer qu'elle soit effective — aux bénéfices

ABONNEZ-VOUS

AU « LIBERTAIRE »

DANS LE LIVRE

La défense du Label Syndical

Qui motive ces attaques contre le Label ?

Nous disions dans notre N.D.L.R. d'il y a un mois que F.O. et C.F.T.C. étaient à l'état embryonnaire. L'état squelettique de ces organisations, adjectif qui n'a pas plu audit Magnier cité plus haut, et auquel nous recommandons de s'informer avant de déformer l'exactitude et la vérité, est manifeste au sein des travailleurs du Livre.

Remontons le cours de l'histoire jusqu'à la scission provoquée par F.O. avec son feu président Jouhaux.

La Fédération du Livre C.G.T. n'a pas été touchée comme les autres fédérations de la C.G.T. Les pertes, car pertes il y a eu, et rien ne sert de les taire, ont été infimes et même celles-ci n'ont pas profité ni à F.O., ni à la C.F.T.C., ni aux petits pâlots du Syndicat autonome qui après quelques escarpements et gueleux ont rejoint les jupes de F.O., leur mère-grand.

Qu'une vieille rancune subsiste à F.O. depuis la scission, concernant Elni, secrétaire de la Fédération du Livre C.G.T., rien de

plus naturel. Qu'on juge les actes de Elni de telle manière ou de telle autre suivant son attitude lors de la scission, encore rien de plus naturel. Mais que reproche-t-on exactement à Elni ?

Ce qu'on reproche à Elni : c'est d'avoir à la dernière minute refusé la scission, alors qu'il en avait été, non pas l'initiateur, mais le partisan. Il ne fut pas le seul dans son cas et si notre mémoire est exacte, près de 18.000 ouvriers du Livre étaient partisans de l'autonomie et non pas l'adhésion à F.O.

Sa décision de dernière heure a fait sombrer les beaux projets des diviseurs de la classe ouvrière. Quelles que soient les considérations, les pensées, les espoirs de Elni, sa position lors de la scission ne peut pas être critiquée car elle a maintenu l'unité au sein d'une corporation, ce à quoi lui est redevable la majorité des syndicalistes de la Fédération du Livre. Ce n'est pas pour cela que ces mêmes syndicalistes vont s'agenouiller devant Elni. Ce qu'ils ont à lui dire, à lui reprocher, ils le font et librement.

La liberté d'expression à la Fédération du Livre

UNE des attaques les plus dévolées de la part des centrales F.O. et C.F.T.C., c'est la liberté d'expression au sein de la Fédération du Livre C.G.T. La Fédération du Livre C.G.T. se trouve dans une situation particulière par rapport à d'autres fédérations de la C.G.T. où l'élément stalinien prédomine et ordonne.

C'est en son sein que l'élément susvisé a le moins d'emprise. Nous reconnaitrons qu'il cherche à s'implanter mais que grâce à la vigilance et une chose trop souvent ignorée, à la combativité des vrais militants syndicalistes, l'effort des staliens a été vain et sera vain tant que subsistera de vant eux une force, une cohésion

qui ne refuse pas de se battre. Le reproche que vous faites aux staliens de s'être accaparés de la C.G.T. provient essentiellement de votre attitude réformiste, de votre nonchalance, de votre abandon, de vos compromissions. Manquant de ténacité, de virilité, vous étiez vaincus d'avance. Le refus de se battre est une lâcheté et vous êtes des lâches !

Le but pour lequel vous combattez n'est pas pour servir la classe ouvrière. Il n'est que le fait d'une rancune inassouvie ou la convoitise des « places » joue un rôle primordial. Ce reproche que nous vous adressons s'adresse aussi bien à vos ennemis héréditaires les staliens.

Au service du patronat

La première réaction des ouvriers du Livre a été violente. Attaquer le contrôle de l'embauche, c'est attaquer une conquête syndicale chèrement acquise et imposée au patronat après de dures batailles.

En résumé, nous pouvons vous assurer que vos pleurnicheries aux députés et à l'O.I.T. ont produit un rassemblement compact, une unité totale à la Fédération. Pas un ouvrier ne laissera toucher au LABEL et vous savez ce que cela veut dire. Quoique, parfois, la position de la Fédération du Livre soit incertaine sur certains problèmes, il est un terrain sur lequel elle est nettement intransigente : c'est celui des conquêtes syndicales, dont nombre de syndicats devraient axer leurs vues.

Qu'il lui soit reproché parfois un certain corporatisme, c'est indéniable et les militants au sein de leur organisation ne se privent nullement pour le combattre.

Une action efficace : élargissement du contrôle de l'embauche

Les travailleurs du Livre C.G.T. ont la route toute tracée. Maintien du contrôle de l'embauche dans la section Presse, élargissement de celui-ci à toutes les sections techniques de la Fédération du Livre. Chassons de

toutes les entreprises les fossoyeurs de l'unité ouvrière.

Vive l'action révolutionnaire de la Fédération du Livre !

Vive le LABEL syndical !

Robert JOULIN, Syndicat général du Livre C.G.T., Carte syndicale n° 2683.

LE COMBAT PAYSAN

Notre camarade Caral ayant été gravement malade, n'a pu de ce fait nous envoyer la suite des articles sur « le Combat Paysan ». Il s'en excuse auprès de nos lecteurs et espère sous peu reprendre son étude. Nous adressons à notre camarade les vœux d'un prompt rétablissement et nous l'excusons bien volontiers en nous faisant l'interprète de tous nos lecteurs.

La Rédaction.

UNE RÉSOLUTION de la Fédération du Livre C. G. T. sur le Label fédéral

La Fédération du Livre C.G.T. communique :

Le Comité fédéral de la Fédération Française des Travailleurs du Livre, lors de sa séance du 15 mai 1954, ayant pris connaissance de la proposition de loi numéro 80-99 annulant les dispositions relatives au label fédéral.

Demande aux sections de presse d'intervenir immédiatement auprès des directions de journaux à qui elles feront connaître leur opposition à cette proposition de loi votée maintenant par la Commission de la Presse à l'Assemblée nationale, après l'avoir été par la Commission du Travail.

Il proteste énergiquement contre la position de ces deux commissions n'ayant pas daigné entendre une délégation de la Fédération du Livre.

Il demande aux sections de presse de se tenir en alerte et de répondre à l'ordre de grève qui sera lancé lors de la venue en discussion à l'Assemblée nationale de cette proposition de loi.

AMI LECTEUR ! Deviens correspondant du «LIB»

Dans la localité où tu vis, dans l'entreprise où tu travailles, il se produit chaque jour quelque événement, même d'intérêt local ; n'oublie jamais qu'il intéresse la collectivité.

En quelques lignes, en quelques phrases, et nous serons au courant de ce qui se passe dans ta localité ou dans ton entreprise.

Ami lecteur, avec toi, avec nous, tous ensemble, nous ferons de notre LIBERTAIRE, un journal prolétarien. Tu nous aideras amplement à sa diffusion plus large, à sa pénétration dans les milieux ouvriers.

Ami lecteur, tu nous aideras dans notre lutte quotidienne en devenant CORRESPONDANT DU « LIB »

P.S. — Aucune information ne sera insérée dans les colonnes de notre journal si l'adresse complète du correspondant n'est pas précisée sur son envoi. Toutefois, notre correspondant peut utiliser un pseudonyme aux fins d'insertion.

Prochain numéro du libertaire le 3 JUIN 1954

Le gérant : Robert JOULIN.

Impr. Centrale du Croissant, 19, rue du Croissant, Paris-20.